



PRÉFET DE LA MOSELLE

Direction Départementale des territoires
Service aménagement, biodiversité et eau

**RECEPISSE DE DECLARATION
CONCERNANT L'EPANDAGE DES BOUES DE LA STATION D'EPURATION DE APACH
SUR LES COMMUNES DE APACH, KIRSCH LES SIERCK, KIRSCHNAUMEN, LAUSTROFF,
WALDWISSE, MANDEREN et MERSCHWEILLER**

Dossier n° 57-2014-00071

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE DES TRAVAUX**

- VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code civil, et notamment son article 640 ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse ;
- VU le décret du 31 mai 2012 nommant Monsieur Nacer MEDDAH, Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
- VU l'arrêté DCTAJ n°2014-A-55 du 9 octobre 2014 portant délégation de signature en faveur de Jean Kugler Directeur Départemental des Territoires, pour le fonctionnement général de la Direction Départementale des Territoires de la Moselle;
- VU le dossier de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement considéré complet à la date du **23 octobre 2014** présenté par le **Syndicat intercommunal d'assainissement de Sierck-Apach-Rustroff** enregistré sous le n° **57-2013-00071**

**DONNE RECEPISSE DU DEPOT DE SON DOSSIER DE DECLARATION AU PETITIONNAIRE
SUIVANT :**

**Monsieur le Président du Syndicat
intercommunal d'assainissement de Sierck, Apach, Rustroff
5 rue de Sierck
57480 - RUSTROFF**

concernant l'épandage des boues de la station d'épuration de APACH sur les communes de **APACH, KIRSCH LES SIERCK, KIRSCHNAUMEN, LAUSTROFF, WALDWISSE, MANDEREN et MERSCHWEILLER.**

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Arrêté de prescriptions générales à respecter
2.1.3.0	Épandage des boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : 1. Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (A) 2. Quantité de matière sèche est comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre à 0,15 t/an et 40/t an (D) Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées.	Arrêté du 8 Janvier 1998

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 23 décembre 2014 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, une copie du récépissé sera affichée à la mairie de la commune de **APACH, KIRSCH LES SIERCK, KIRSCHNAUMEN, LAUSTROFF, WALDWISSE, MANDEREN et MERSCHWEILLER** où cette opération doit être réalisée et le dossier de déclaration sera consultable en mairie pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Bassin ferrifère pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Moselle (www.moselle.gouv.fr -Territoires – eau et pêche – Décision du domaine de l'eau – déclaration et autorisation) durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, en application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, « sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L. 214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour

les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R216-12 du code de l'environnement.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et le cas échéant de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche éventuelle d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Metz, le 23 octobre 2014

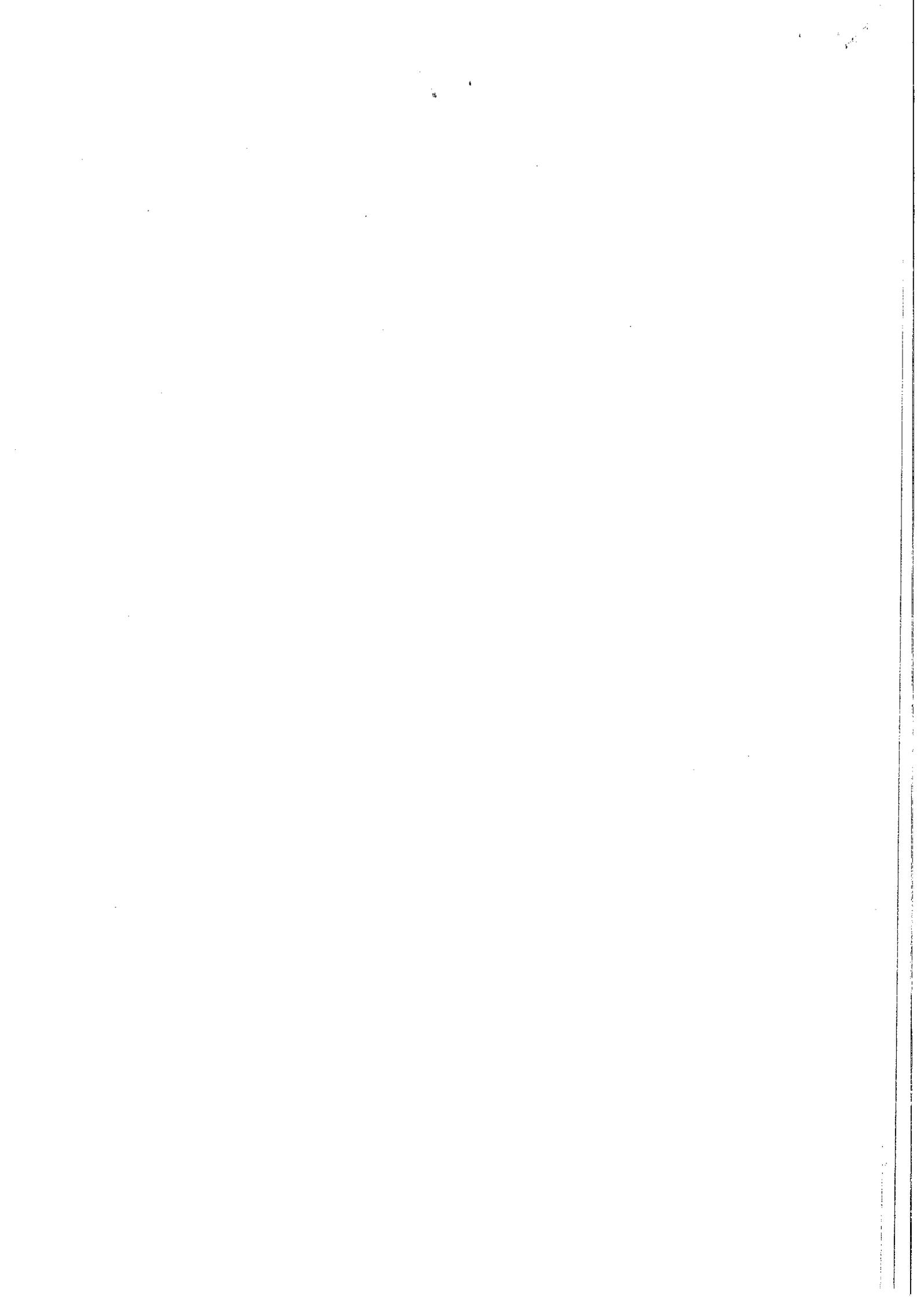
Pour le Préfet et par délégation,

LA RESPONSABLE DE L'UNITE POLICE DE L'EAU



VALERIE ANTOINE-POTIER

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.



FICHE DE RENSEIGNEMENT

EPANDAGE AGRICOLE DES BOUES DE LA STATION D'EPURATION DE APACH

Récépissé n° 57-2014-00071

1 - GENERALITES

Maître d'ouvrage :

Syndicat d'Assainissement Intercommunal de Sierck Apack Rustruff (SIASAR)

5, rue de Sierck
57480 RUSTROFF

DONNEES TECHNIQUES

Quantité de boues à épandre annuellement : **40 t/an**
soit 80 ha (pour un temps de retour de 1,5 an et intégrant une marge de sécurité pour l'organisation des épandages)

Périmètre d'épandage

Surface totale du périmètre d'épandage : 145,96 ha.

N° MVAB de la parcelle	Commune	Surfaces (en ha)				N° de la parcelle de référence	Références cadastrales	
		Totales	Non aptes aux épandages	SPE, en l'état	SPE, avec dérogation nickel		N° de section	N° de parcelle
B01	LAUNSTROFF	9,31	3,11		6,2	B01	B	18* - 23* - 26*
B08A	LAUNSTROFF	3,46	0,90	2,56		B08A	13	19*
B08B	LAUNSTROFF	1,36	0,00		1,36	B10B	13	19*
B10A	WALDWISSE	0,75	0,00	0,75		B08A	4	28* - 29*
B10B	WALDWISSE	2,17	0,00		2,17	B10B	4	27 - 28* - 29*
M BOHR Laurent - 7 rue de Waldwisse 57480 LAUNSTROFF		17,03	4,01	3,30	9,72			
C38	MERSCHWEILLER	21,85	0,00	21,85		C38	7	31 - 32 - 33 - 34 - 35* - 56*
C40	MANDEREN	19,40	0,00		19,40	C40	21	3 - 4 - 5
	MERSCHWEILLER						8	21 - 30 - 31 - 32 - 33 - 75* - 98
EARL des trois fontaines 32 rue du 12 décembre 1948 57320 TROMBORN M. CONTELLY Gabriel		41,25	0,00	21,85	19,40			
CD171	MANDEREN	15,99	0,00	15,99		CD171	21	52*
CD178	APACH	12,59	0,00	12,59		CD178	10	4
	MERSCHWEILLER						8	31 - 32 - 33
CD179	MERSCHWEILLER	2,61	0,00	2,61		CD178	6	35 - 36 - 37 - 48 - 49
GAEC de l'Alliance - 12 rue du chêne Evendorff 57480 KIRSCHNAUMEN Mrs/Mme CORDEL		31,19	0,00	31,19	0,00			
SC01	KIRSCHNAUMEN	0,93	0,93	0,00		SC01		
SC04	KIRSCH LES SIERCK	2,91	0,00		2,91	SC12	27	47 - 48 - 49 - 51 - 52 - 53
SC07	KIRSCHNAUMEN	16,15	0,00		16,15	SC07	6	41 - 42* - 46 - 47 - 48 - 77
SC09A	KIRSCHNAUMEN	13,00	0,95	12,05		SC09A	10	20 - 26 - 27 - 28* - 33* - 34*
SC09B	KIRSCHNAUMEN	10,81	0,00	10,81		SC09B	10	28* - 33* - 34* - 35 - 36 - 37 - 38 - 39 - 40*
SC12	KIRSCH LES SIERCK	7,53	0,73		6,80	SC12	27	24 - 26 - 27 - 43 - 45 - 69 - 72*
SC13	KIRSCH LES SIERCK	3,54	0,00		3,54	SC12	27	7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12
SC19	KIRSCHNAUMEN	6,63	1,27	5,36		SC19	13	8 - 9 - 10 - 11
GAEC de l'Epi - 14 route du château d'eau Evendorff 57480 KIRSCHNAUMEN M. SOUMAN Cyrille		61,50	3,88	28,22	29,40			
SA02	KIRSCH LES SIERCK	1,11	0,00	1,11		SA02	27	3* - 4* - 5* - 6*
SA02B	KIRSCH LES SIERCK	0,79	0,00	0,79		SC19	27	3* - 4* - 5* - 6*
SA05	KIRSCH LES SIERCK	0,98	0,00		0,98	SC12	28	43
M SOUMAN Alexandre 2 rue des Jardins 57480 KIRSCHNAUMEN		2,88	0,00	1,90	0,98			* : en partie
totaux globaux		153,85	7,89	86,46	59,50			

Le SIASAR s'engage à ne pas épandre les boues de la station d'épuration de APACH sur les parcelles situées sur le ban de la commune de MANDEREN tant que la possibilité d'accès à ces parcelles n'a pas été clarifiée avec la commune de MANDEREN.

ASPECTS REGLEMENTAIRES

Dérogation nickel

Les parcelles ayant un taux de Nickel supérieur à 75 ppm sont exclues du plan d'épandage des boues.

En complément du présent récépissé, et en préalable à tout épandage, les parcelles ayant un taux de Nickel compris entre 50 et 75 ppm devront bénéficier d'une autorisation préfectorale spécifique.

Afin d'obtenir cette autorisation, la collectivité a présenté un dossier de demande, en application des dispositions des arrêtés préfectoraux n° 2006-DDAF/3-090 du 28 février 2006 et n° 2007-DDAF/3-009 du 6 février 2007.

Le dossier de demande de dérogation nickel est en cours d'instruction dans le service police de l'eau.

Contrôle des boues – sols et registre

Le pétitionnaire tiendra à la disposition des autorités compétentes les pièces nécessaires permettant de justifier que les opérations ont été réalisées conformément au dossier de demande d'autorisation.

Par ailleurs, il pourra être procédé, une ou plusieurs fois par an, par le service chargé de la police de l'eau, à des dates choisies par ce service ou de façon inopinée, à des prélèvements de boues ou de sols et à leur analyse. A cette occasion un double des échantillons sera remis à l'exploitant. Les frais d'analyses sont à la charge du pétitionnaire.

Analyses des boues

Les analyses de boues effectuées en routine, chaque année, porteront au minimum, sur les éléments ci-après et seront réalisées selon les fréquences suivantes :

Tonnes de matières sèches épandues dans l'année (hors chaux)	<32	32 à 160	161 à 480	481 à 800
Valeur agronomique ¹ :	2	4	6	8
Éléments traces métalliques ²	2	2	4	6
Oligo-éléments ³	2	2	4	6
Composés organiques traces ⁴		2	2	3

¹ Valeur agronomique des boues : matière sèche, matière organique, pH, azote total, azote ammoniacal, rapport C/N, phosphore total (en P₂O₅), potassium total (en K₂O), calcium total (en CaO), magnésium total (en MgO)

² Éléments traces métalliques : cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc

³ Oligo-éléments : cuivre, bore, zinc

⁴ Composés-traces organiques : somme des PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180, fluoranthène, benzo(b)fluoranthène et benzo(a)pyrène

Politique agricole commune – conditionnalité des aides apportées aux agriculteurs

Le pétitionnaire établit et remet à chaque agriculteur dont les parcelles reçoivent des boues, un accord écrit ou un contrat d'épandage comprenant au minimum les indications ou mentions suivantes :

- nom et prénom, dénomination sociale de l'agriculteur et du pétitionnaire
- signature de l'agriculteur et du représentant légal du pétitionnaire ou de son délégué,
- adresses de l'agriculteur et du pétitionnaire
- **tableau listant les parcelles concernées par l'épandage pour l'agriculteur considéré (parcelles d'épandage et parcelles cadastrales), et si cette pièce n'est pas incluse dans le contrat mais figure en annexe elle devra être datée et signée par l'agriculteur et par le représentant légal du pétitionnaire ou son délégué,**
- références complètes du présent arrêté préfectoral autorisant l'épandage,
- engagement du pétitionnaire à « épandre dans les règles ».

Boues impropres a l'épandage

Si les boues ne peuvent pas partir en agriculture, elle seront :

- déshydratées par une unité mobile de déshydratation
ou
- transférées sous forme liquide vers une station d'épuration (ne pratiquant pas elle-même le recyclage agricole s'il s'agit d'une contamination des boues)

Elles pourront être évacuées sur le centre de la Société CEDILOR à MALANCOURT-LA-MONTAGNE.

En cas d'impossibilité d'épandage, le service de la police de l'eau sera prévenu et les boues seront éliminées par toute voie respectant la réglementation en vigueur.

Bilan (année n-1) et programme prévisionnel (année n) des épandages

Durant l'année n, le producteur de boues doit transmettre au service de police de l'eau et à l'organisme indépendant les éléments suivants :

a) Synthèse du registre d'épandage (année n-1): document à adresser chaque année à la DDT selon le modèle présenté en annexe VI de l'arrêté du 8 janvier 1998 à transmettre au plus tard le 1^{er} mai de l'année n

b) Informations sur les épandages: Le producteur de boues doit tenir à jour régulièrement un cahier d'épandage comportant les informations suivantes (cf. article R211-34 II du code de l'environnement) :

- dates d'épandage
- quantités de boues épandues
- parcelles réceptrices
- cultures pratiquées avant et après l'épandage

Les coordonnées précises des agriculteurs concernés devront être mentionnées (raison sociale de l'exploitation, nom et prénom de l'exploitant, adresse, n° de tel). Ces informations doivent être transmises au plus tard le 1^{er} mai de l'année n.

c) Résultats des analyses de sols et de boues

Les documents listés en point a) et b) sont à transmettre également sous format informatique au service chargé de la police de l'eau.

Dispositions diverses

Il n'y aura pas d'épandage de boues et d'amendements organiques, la même année et sur la même parcelle.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaine ou industrielle.